

DIPLOMATIE

L'envoyé américain au Proche-Orient attendu en Turquie la semaine prochaine

Le nouvel envoyé américain au Proche-Orient, l'ancien sénateur George Mitchell, est attendu en Turquie la semaine prochaine dans le cadre d'une tournée régionale, a annoncé le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Babacan, cité hier par l'agence Anatolie.

«J'ai eu un entretien téléphonique avec la nouvelle secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton hier (samedi) et elle m'a dit qu'elle envoyait Mitchell dans la région et qu'elle pensait qu'il était important qu'il me rencontre», a précisé M. Babacan à la presse. Il a ajouté que les deux parties fixeraient bientôt la date précise de cette visite. M. Babacan s'exprimait avant son départ pour Bruxelles où il doit assister à une réunion des chefs de la diplomatie



George Mitchell.

de l'Union européenne, de l'Autorité palestinienne, de l'Egypte et de la Jordanie pour évaluer les besoins de reconstruction à Ghaza et tenter de relancer les efforts de paix. M. Mitchell est attendu en Israël demain. Il doit rencontrer le Président palestinien Mahmoud Abbas à Ramallah mercredi.

La Turquie, l'un des rares alliés musulmans d'Israël, a émis de vives critiques à l'encontre de l'opération militaire de l'Etat hébreu à Ghaza. Cette opération a fait plus de 1 300 morts et quelque 5 300 blessés parmi les Palestiniens. Parallèlement, Ankara a joué un rôle important dans les efforts de médiation menés par l'Egypte pour convaincre le Hamas, qui contrôle Ghaza, d'accepter le cessez-le-feu.

Photo : DR

IRAN

Téhéran critique une décision attendue de l'UE sur les Moudjahidine khalq

L'Iran a critiqué hier une probable décision aujourd'hui de l'Union européenne de retirer les Moudjahidine du Peuple, le principal mouvement d'opposition iranien, de sa liste des groupes terroristes.

Plusieurs centaines d'islamistes ont par ailleurs manifesté devant l'ambassade de France à Téhéran pour protester contre la décision attendue de l'UE. «Le dossier des actions des monafeghines (hypocrites, terme utilisé pour désigner les Moudjahidine en Iran) est très lourd et si l'Union européenne décide de les retirer de leur liste de groupes terroristes, ce sera une décision totalement politique et consciente», a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Hassan Ghashghavi, cité par l'agence semi-officielle llna.

«L'opinion publique iranienne attend pour voir si (les Européens) agissent dans l'affaire des monafeghines de façon sélective et en

adoptant une attitude de deux poids deux mesures ou bien s'ils sont sérieux dans la lutte contre le terrorisme», a-t-il ajouté.

Hier matin, plusieurs centaines de manifestants ont scandé «Mort à Sarkozy» ou encore «l'Europe ait honte, abandonne les monafeghines» devant l'ambassade de France.

«Les Européens doivent être conscients des conséquences d'une telle décision dans les relations avec l'Iran», a déclaré à l'AFP l'hodjatolislam Mojtaba Keshani, l'un des orateurs de la manifestation. «Le seul résultat est la détérioration des relations entre l'Iran et l'Europe», a-t-il ajouté.

Il a toutefois qualifié de «positive» l'annonce par la France qu'elle comptait déposer un recours contre la décision de la justice européenne, qui avait annulé le gel des fonds du groupe.

A la suite de cette décision, les ministres européens des Affaires étrangères devraient

approuver aujourd'hui à Bruxelles le retrait des Moudjahidine de la liste des organisations terroristes. Cette liste a été créée en 2002, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, et est actualisée tous les six mois.

Les manifestants ont également crié «mort à l'Amérique» avant de se disperser dans le calme. La police anti-émeutes, largement déployée, protégeait l'ambassade.

L'un des orateurs a annoncé qu'un rassemblement aura lieu aujourd'hui à 15h00 locales (11h30 GMT) devant l'ambassade de la Grande-Bretagne.

Les Moudjahidine du Peuple sont une organisation fondée en 1965 avec pour objectif d'abord de renverser le régime du Chah. Après la révolution de 1979, ils se sont opposés au régime de la République islamique. Ils sont accusés par le pouvoir iranien de trahison pour s'être alliés dans les années 80 au régime de Saddam Hussein lors de la guerre Iran-Irak.

RDC

Militaires rwandais et congolais progressent pour chasser les rebelles

L'opération des armées congolaise et rwandaise, enclenchée le 20 janvier pour réduire les rébellions dans l'est de la République démocratique du Congo, commence à entrer en contact avec les rebelles hutu rwandais à mesure qu'elle pénètre en profondeur.

Des militaires rwandais et congolais poursuivaient leur progression hier vers le nord de la province du Nord-Kivu, pour en chasser les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), a constaté un journaliste de l'AFP.

Une colonne de plusieurs centaines de soldats rwandais marchaient sur la route entre Kanyabayonga et Mabenga, en plein cœur du Parc national des Virunga.

Une station de surveillance du parc se trouve à Mabenga et, à proximité, des soldats congolais (FARDC) se sont installés au milieu de babouins et d'antilopes. La situation était parfaitement calme sur la route, avec un léger trafic de camions et véhicules civils.

Quelques convois de Casques bleus indiens de la Mission de l'ONU en RDC (Monuc), qui disposent d'une base à Rwingi, au sud de Kanyabayonga, sillonnaient l'axe routier.

Plus au nord de Mabenga, commence une zone-tampon frontalière des positions tenues par les rebelles des FDLR et des milices maï-maï.

Mabenga se trouve à 70 km au sud-est de Mitimingi, localité située au sud du territoire de Lubero, où neuf rebelles des FDLR ont été tués vendredi et samedi, selon l'état-major conjoint de l'opération des armées rwandaise et congolaise.

Des pertes démenties hier par le président des FDLR, Ignace Murwanashyaka, selon lequel il n'y a pas encore eu de combats. Selon lui, l'armée gouvernementale a, en revanche, perdu neuf soldats dans un affrontement avec des miliciens congolais maï-maï.

Des mouvements de troupe des FDLR, basées au Sud-Kivu, étaient observés en direction du Nord-Kivu, a indiqué hier à l'AFP une source militaire de la Monuc à Kinshasa.

Plus au sud, dans la zone de Rutshuru, l'opération conjointe a occupé ces derniers jours les localités et régions tenues par les éléments de la rébellion du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), restés fidèles à leur chef Laurent Nkunda.

L'ex-général, un Congolais tutsi, a été arrêté au Rwanda jeudi par ses anciens alliés rwandais qui le soutenaient activement depuis le début de sa rébellion en 2004.

Son porte-parole a affirmé hier que Nkunda a été arrêté alors qu'il venait discuter avec les autorités rwandaises, et non, comme l'ont indiqué ces dernières, alors qu'il était en fuite.

«Il allait à Gisenyi (ville rwandaise frontalière, ndlr) pour parler des actions à mener contre

les FDLR et il a été arrêté là-bas». «Les Rwandais nous ont trompé», a déclaré Bertrand Bisimwa.

Avant sa capture ses principaux commandants avaient fait défection et annoncé le 16 janvier à Goma, capitale du Nord-Kivu, la «fin de la guerre» et leur ralliement aux FARDC. Kinshasa attend désormais son extradition pour juger Nkunda. A Londres, le ministre des Affaires étrangères britannique David Miliband a salué hier la coopération entre le Rwanda et la RDC, qualifiant l'arrestation de Nkunda d'«importante». Symbole du retour du pouvoir gouvernemental dans l'est du pays, plusieurs ministres dont celui de la Défense, se sont rendus samedi à Rutshuru pour y proclamer devant plusieurs centaines d'habitants que «la guerre est finie».

Kigali renforce de jour en jour sa présence armée, avec au moins 5 000 soldats entrés au Nord-Kivu depuis mardi, selon la Monuc. L'opération militaire sans précédent lancée par Kinshasa et Kigali, ennemis dans les années 1990, ne semble pas avoir fait de victimes parmi les civils pour l'instant, une crainte exprimée par des habitants et des organisations humanitaires.

Les rébellions et milices qui ont ravagé le Nord-Kivu depuis une quinzaine d'années sont responsables de massacres de civils, de viols et du déplacement forcé de centaines de milliers d'habitants.

CORNE DE L'AFRIQUE

L'Ethiopie annonce avoir achevé son retrait de Somalie

L'Ethiopie a annoncé hier avoir achevé son retrait de Somalie, pays ravagé par la guerre civile où elle intervenait depuis fin 2006 aux côtés du gouvernement somalien contre une insurrection islamiste, mais qui était devenu un bourbier militaire pour ses troupes.

«L'armée éthiopienne a achevé avec succès son retrait de Somalie et s'est complètement retirée» du territoire somalien, a annoncé hier à l'AFP le ministre éthiopien de la Communication, Bereket Simon.

«Nous aiderons le gouvernement somalien à de nombreux niveaux pour ramener la paix dans le pays mais cela n'impliquera plus notre armée comme auparavant», a-t-il poursuivi, précisant que les soldats éthiopiens «resteront vigilants» à la frontière commune.

Des témoins interrogés par l'AFP à Baïdoa, à 250 km au nord-ouest de Mogadiscio, ont confirmé les mouvements de troupes éthiopiennes et précisé que des convois avaient notamment quitté la ville tôt hier en direction de la localité frontalière de Dolo.

«J'ai vu au moins 30 véhicules militaires éthiopiens quitter Baïdoa tôt ce matin», a rapporté un résident, Abdiweli Yusuf.

Ce retrait total, annoncé le 2 janvier par Addis Abeba, change drastiquement la donne en Somalie et en particulier à Mogadiscio, où le retrait des soldats éthiopiens avait été achevé le 15 janvier.

Il fait planer encore plus d'incertitudes sur la sécurité dans ce pays pauvre en guerre civile depuis 1991, où la situation politique est également à un tournant : un nouveau Parlement, élargi aux islamistes modérés, doit prêter serment à partir d'aujourd'hui afin d'élire un nouveau président après la démission le 29 décembre dernier d'Abdullahi Yusuf Ahmed au terme d'une crise politique.

L'armée éthiopienne était intervenue officiellement fin 2006 pour soutenir le gouvernement somalien et a mis en déroute début 2007, les islamistes qui avaient contrôlé pendant quelques mois l'essentiel du centre et du sud de la Somalie. L'Ethiopie, en majorité orthodoxe, avait justifié cette intervention en arguant que les islamistes menaçaient sa sécurité.

Mais Addis Abeba était récemment devenue soucieuse de s'extraire d'un bourbier militaire car depuis début 2007, Mogadiscio et un nombre croissant de régions somaliennes sont le théâtre d'une guérilla acharnée — visant en particulier les forces somaliennes et éthiopiennes — dirigée par les combattants extrémistes islamistes des Shebab.

Pour sa part, M. Bereket a qualifié de «mission réussie» l'intervention éthiopienne. «La principale tâche qui était de se débarrasser de la menace extrémiste a été rapidement accomplie (...), nous avons créé de bonnes opportunités pour la Somalie, mais malheureusement, les forces politiques du pays et la communauté internationale n'ont pas complètement saisi cette chance», a-t-il commenté.

Le retrait de l'armée éthiopienne était la principale demande de l'opposition islamiste somalienne qui dénonçait «une occupation» de la Somalie.

Mais les Shebab ont cependant juré de poursuivre leur combat contre les soldats ougandais et burundais de la Force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), déployée essentiellement à Mogadiscio depuis mars 2007, et les forces somaliennes qui lui sont alliées. L'Amisom, constituée de 3 400 hommes — loin des 8 000 hommes initialement prévus — et qui reste mal équipée et sous-financée — est désormais la seule force étrangère sur le terrain.

Samedi, au moins 22 civils ont été tués à Mogadiscio dans l'explosion d'une voiture piégée qui visait un barrage de l'Amisom et dans des combats ayant suivi entre les soldats de la force africaine et des insurgés.